

conséquences beaucoup plus importantes que les résultats de l'Uruguay Round, il reste d'énormes obstacles à surmonter pour que cette promesse puisse être remplie. Bien peu a été fait jusqu'ici. Pour que leur engagement demeure crédible, les dirigeants des pays de l'APEC devront prendre un certain nombre de mesures précises et s'entendre sur les points à négocier avant leur sommet de 1997, dont le Canada sera l'hôte. Pour l'instant, ils ont au moins réussi à se mettre d'accord sur un « énoncé de mission » relativement ambitieux, lançant ainsi une sorte de défi, ce qui a contribué à soutenir l'élan du message de libéralisation de l'économie mondiale dans la période de lassitude qui a immédiatement suivi la fin de l'Uruguay Round.

À peine quatre semaines s'étaient écoulées quand les pays de l'hémisphère occidental ont relevé à leur tour le même défi. En décembre 1994, les 34 chefs de gouvernement démocratiquement élus des Amériques ont tenu à Miami leur premier sommet en 30 ans. Ils y ont déclaré vouloir constituer « un partenariat en faveur du développement et de la prospérité » en faisant des trois grands principes de la démocratie, du libre-échange et du développement durable les fondements de la communauté hémisphérique en voie de formation.

En ce qui concerne le volet d'intégration commerciale et économique, les chefs de gouvernement de l'hémisphère occidental ont suivi l'exemple de leurs homologues de l'Asie-Pacifique en déclarant :

[traduction] Nous convenons en conséquence d'entreprendre immédiatement de constituer une « zone de libre-échange des Amériques » (ZLEA) dans laquelle seront progressivement éliminées les barrières au commerce et à l'investissement. Nous convenons en outre que les négociations préalables à l'établissement de cette zone devront être conclues au plus tard en 2005, et que des progrès concrets en vue de la réalisation de cet objectif seront faits d'ici la fin du siècle¹⁸.

Outre que l'échéance fixée publiquement pour compléter le processus est nettement plus rapprochée que celle dont parle la déclaration de Bogor, les vœux exprimés traduisent une volonté plus arrêtée de s'atteler rapidement à la tâche, et un degré plus élevé de confiance de la part des pays en développement de l'hémisphère, ainsi qu'en fait foi leur acceptation de l'échéance commune (2005, par opposition à 2010/2020 dans la déclaration de Bogor).

De plus, les chefs de gouvernement des Amériques ont approuvé un plan d'action plus détaillé que celui de leurs homologues de l'APEC, exposant franchement les grands objectifs des négociations et décrivant l'étape préparatoire pendant laquelle

¹⁸ Voir la déclaration de principes du sommet des Amériques, Miami, 9-11 décembre 1994. Nous soulignons.